

pas être tenu responsable des prix élevés que nous devons payer. Qu'arrive-t-il si on ralentit ces efforts au nom de l'agriculteur en vue d'augmenter l'offre ou si on y met fin? Qu'arrive-t-il si de plus en plus d'agriculteurs arrêtent de produire des denrées alimentaires? Un dirigeant de l'industrie de l'alimentation a décrit la situation ainsi: «Avec la demande des denrées alimentaires qui augmente rapidement dans notre riche pays, un manque d'encouragements aux agriculteurs entraînera des pénuries et même des augmentations de prix». Je crois fermement qu'il faut insister sur ce point. Si on n'encourage pas les agriculteurs, il y aura pénurie des aliments dont les consommateurs ont besoin, ce qui entraînera, par voie de conséquence, d'autres augmentations de prix. Ce porte-parole a ajouté que le consommateur ne pouvait avoir le drap et l'argent. Les augmentations de revenu et les bas prix pour les aliments sont tout à fait incompatibles.

Reconnaissons cette déclaration pour ce qu'elle vaut, et je crois qu'elle vaut beaucoup. Je suis toutefois prêt à admettre qu'il nous faut une Commission de révision des prix des aliments. Pour faire quoi? Le parti conservateur a parlé d'un blocage de 90 jours. Il a dit qu'une Commission de révision des prix des aliments serait instituée après cette période de 90 jours. Il ne nous a pas encore dit ce que ferait cette Commission.

Nous pouvons vous dire ce qu'elle va faire. Elle verra coûte que coûte à ce que personne dans l'industrie de l'alimentation, une industrie très compliquée, de l'agriculteur au détaillant, ne profite indûment du consommateur. On ne pourra pas en profiter en exigeant des prix qui ne peuvent être justifiés pour les denrées alimentaires. Beaucoup d'augmentations peuvent être justifiées. Il faut chercher à trouver qui, dans l'alimentation, introduit une augmentation qui ne peut être justifiée. Le gouvernement de l'Alberta, qui a présenté un des meilleurs mémoires au comité, a recommandé une vigilance continue sur les facteurs qui contribuent aux coûts des aliments dans tous les secteurs de l'alimentation. Une surveillance permanente entraîne certainement l'existence d'une commission quelconque de révision des prix de l'alimentation. L'opposition officielle a cru bon de dénigrer cette fonction, mais le gouvernement de l'Alberta lui a vu beaucoup d'avantages, et il ne fut pas le seul. L'Association des consommateurs canadiens, organisation pour laquelle j'ai la plus grande estime, a dit que les consommateurs avaient besoin et, en fait, réclamaient un organisme de contrôle destiné à garantir que le prix des aliments était aussi juste et raisonnable que possible, compte tenu de tous les facteurs entrant en ligne de compte.

• (2140)

Dans ses conclusions, l'Association a remarqué avec intérêt la proposition de création d'une commission de révision des prix afin d'enquêter sur l'augmentation rapide des prix des produits alimentaires, d'en déterminer les raisons et d'informer le public de ses conclusions. Elle a dit que cette commission permettrait d'étudier plus efficacement l'industrie de l'alimentation et de mieux la connaître. Pour en revenir aux conclusions du gouvernement de l'Alberta et toujours à propos de la nécessité de faire une enquête sur l'alimentation, voici un extrait de son exposé:

Cet organisme de contrôle devrait rechercher de nouvelles possibilités d'améliorer l'efficacité de la production, du traitement et de la mise en marché des produits alimentaires.

Ainsi le gouvernement de l'Alberta envisageait de donner un rôle supplémentaire à cette commission. En

fait, elle allait même plus loin. La commission devrait, disait-il, ...

... entreprendre des activités éducatives destinées à informer les consommateurs des nouvelles améliorations et du système d'alimentation et ainsi à les encourager à obtenir la valeur nutritive maximum par dollar de produit alimentaire.

Le comité a soigneusement étudié s'il était sage d'imposer des contrôles de salaires et de prix pour enrayer l'inflation, particulièrement la montée des prix des produits alimentaires. L'opposition officielle, comme nous le savons bien, a proposé ce blocage pour 90 jours mais les députés d'en face ont clairement indiqué qu'ils exempteraient les aliments bruts, non traités, qui, à mon sens, comprennent la viande, les produits laitiers, les œufs, les fruits et les légumes frais. Ces derniers représentent, en passant, 55 p. 100 du budget de l'alimentation. Le gouvernement de l'Alberta a fait remarquer que les effets d'un contrôle des prix dans l'industrie alimentaire inquiéteraient beaucoup. Voici ce qu'il disait dans son mémoire:

Nous admettons que le contrôle du prix des aliments arrêterait la tendance constante à la hausse à court terme, mais nous pensons que ses effets à long terme seraient néfastes à l'industrie alimentaire et au consommateur. L'industrie alimentaire aux prises avec une augmentation du prix d'approvisionnement et des prix fixes de production, aurait des difficultés à maintenir les niveaux de production nécessaires. La diminution des marges bénéficiaires mettrait de nombreux producteurs, fabricants et manutentionnaires dans une situation économique précaire et la production aurait tendance à diminuer du fait que la stimulation serait moins forte. Une telle situation irait à l'encontre des intérêts des consommateurs comme des producteurs.

Avons-nous des exemples? En plafonnant le prix de la viande, le président des États-Unis semble croire que les agriculteurs sont la cause principale de la montée en flèche du prix des aliments. En plafonnant les prix de détail, le gouvernement américain compte que des pressions seront exercées sur les agriculteurs, en passant par les détaillants et les intermédiaires. Cet exemple montre combien l'opposition a tort de dire qu'il faut contrôler les prix au départ de la ferme.

M. Woolliams: Nous n'avons jamais dit cela.

M. Penner: Oh, si. On a dit que si les prix étaient contrôlés à la ferme même, si le producteur ne peut vendre son produit, il lui reste sur les bras. Si les prix sont contrôlés au niveau du producteur, c'est sans doute lui qui encaissera le coup. C'est sur cela qu'il faut insister. En fin de compte, c'est le cultivateur qui en souffrira. Si le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) lisait les journaux, il verrait que les cultivateurs américains se sentent trahis par le secrétaire de l'Agriculture des États-Unis. Ils se sentent trahis parce qu'à leurs yeux il ne les a pas bien servis en s'opposant à l'imposition d'un plafond, bien qu'il ait affirmé à maintes reprises, en s'adressant aux cultivateurs ou à d'autres groupes, que ce n'était pas le moyen de résoudre le problème.

Qu'a-t-il proposé comme solution de rechange? Il a proposé la solution exposée par le député de Palliser (M. Schumacher) qui avait affirmé que la réponse était d'accroître l'offre, de stimuler la production, d'intensifier les importations de bœuf—je parle des importations aux États-Unis. Le président des États-Unis envisage maintenant l'effrayante possibilité d'une grève des cultivateurs. Si la production s'arrête, la pénurie qui en résultera laisse entrevoir un autre spectre, celui du marché noir de la viande. Peut-être qu'aux États-Unis les prix de la viande ont déjà atteint leur point culminant. Dans ce cas, le plafond est inutile. Mais s'ils n'ont pas encore atteint leur sommet, le plafond créera une pénurie favorable à la